



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
7 novembre 2023  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-dix-huitième session  
Point 40 de l'ordre du jour  
Question de Chypre**

**Conseil de sécurité  
Soixante-dix-huitième année**

**Lettre datée du 6 novembre 2023, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Türkiye auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 27 octobre 2023, qui vous est adressée par le Représentant de la République turque de Chypre-Nord, Mehmet Dânâ (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 40 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(Signé) Sedat Önal



**Annexe à la lettre datée du 6 novembre 2023 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Türkiye auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris comme suite aux déclarations faites par la représentante chypriote grecque devant la Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles (Troisième Commission) à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 17 octobre 2023, dans lesquelles les faits relatifs à Chypre ont une fois de plus été déformés de façon flagrante. La partie chypriote grecque exploite le fait que la partie chypriote turque ne soit pas représentée dans les instances internationales, pour induire en erreur la communauté internationale et détourner l'attention du fait qu'elle porte la seule responsabilité d'avoir créé la question de Chypre et de la faire perdurer à ce jour. Je me vois donc dans l'obligation de répondre par écrit afin de rétablir la vérité.

Les représentants de la partie chypriote grecque mésinforment depuis longtemps la communauté internationale en peignant la question de Chypre sous l'angle d'une « invasion » ou d'une « occupation ». Or, nulle part, dans les résolutions du Conseil de sécurité sur Chypre, on ne qualifie d'« invasion » l'intervention légitime et justifiée de la Türkiye sur l'île, menée conformément aux traités internationaux signés à Chypre en 1959, ni d'« occupation » sa présence ultérieure sur l'île. Comme on le sait, la Türkiye a dû intervenir, conformément à son rôle de garant, après 11 années d'épreuves infligées aux Chypriotes turcs par la milice chypriote grecque, dont l'apogée a été la tentative de coup d'État organisée par la junte militaire à Athènes et par ses collaborateurs chypriotes grecs qui visait à annexer toute l'île à la Grèce (*enosis*) et à anéantir totalement le peuple chypriote turc. Compte tenu de l'expérience et des souffrances causées par des conflits qui ont éclaté récemment dans le monde, il est indéniable que le dispositif de garanties à Chypre est plus que jamais nécessaire et à propos.

Par ailleurs, il faut souligner que le problème chypriote a commencé non pas en 1974 mais en 1963, lorsque la partie chypriote grecque a, par la force, usurpé le titre de République bicommunautaire de Chypre et expulsé son partenaire chypriote turc de tous les organes de l'État. De 1963 à 1974, période que la représentante chypriote grecque a opportunément choisi de passer sous silence, la milice chypriote grecque a participé, avec l'aide et le soutien de la Grèce, au plan Akritas, une campagne de nettoyage ethnique visant les Chypriotes turcs, avec en ligne de mire l'annexion de l'île à la Grèce (*enosis*). C'est cette violence à grande échelle et son cortège de violations flagrantes des droits humains qui ont contraint le Conseil de sécurité à déployer en 1964 la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) pour mettre fin aux effusions de sang et aux atrocités perpétrées contre les Chypriotes turcs. Sachant qu'une multitude de documents de l'Organisation des Nations Unies attestent de ces crimes contre l'humanité, le fait qu'ils ne soient aucunement évoqués dans la déclaration en question confirme bien que ces remarques ne reposent pas sur les faits mais constituent un nouvel épisode concocté par la célèbre machine de propagande chypriote grecque.

De même, contrairement à ce qu'affirme ladite représentante, la question des personnes « déplacées » remonte à 1963, lorsque les Chypriotes turcs de l'île, craignant pour leur vie, ont dû fuir leur foyer pour échapper à l'offensive des Chypriotes grecs, qui a duré 11 ans. De nombreux Chypriotes turcs ainsi que des Chypriotes grecs ont également été déplacés en 1974 en raison du coup d'État organisé par les Grecs et les Chypriotes grecs et de ses conséquences, mais la question des personnes déplacées a été réglée par l'Accord sur le transfert volontaire de population conclu entre les deux parties lors de la troisième série de pourparlers, tenue à Vienne en 1975. L'Accord a été appliqué sous la supervision de l'UNFICYP, et il

est clairement fait mention de l'Accord comme de son application dans des documents de l'Organisation des Nations Unies portant sur le sujet ([S/11789](#) du 5 août 1975 et [S/11789/Add.1](#) du 10 septembre 1975).

Paradoxalement, les représentants chypriotes grecs, qui cherchent à se poser en champions des droits humains et des libertés fondamentales individuels et collectifs, passent sous silence la plus grave violation des droits humains commise sur l'île, à savoir l'isolement injuste et inhumain que l'administration chypriote grecque a imposé aux Chypriotes turcs. Cet isolement total va du refus de reconnaître au peuple chypriote turc le droit d'être représenté sur la scène internationale, y compris dans les manifestations culturelles, universitaires et sportives, à l'interdiction et à la limitation des voyages à l'étranger et des communications avec le monde extérieur, en passant par la restriction des relations commerciales avec d'autres pays. Je voudrais saisir cette occasion pour souligner que l'isolement injuste imposé au peuple chypriote turc est le principal élément qui empoisonne les relations entre les deux parties et leurs peuples et qui mine ainsi les perspectives d'un règlement négocié de la question.

L'allégation selon laquelle la Türkiye modifierait la « composition démographique » de l'île est également sans fondement et représente un nouvel exemple de la campagne de désinformation et de diffamation que ne cesse de mener la partie chypriote grecque. La procédure d'obtention de la citoyenneté dans la République turque de Chypre-Nord est semblable à celle qui est largement appliquée partout dans le monde. À cet égard, il convient de noter que l'administration chypriote grecque a autorisé des milliers de Chypriotes non grecs, notamment de Grèce, à s'installer à Chypre-Sud, en application de sa propre législation. Il convient également de relever qu'elle a été passée au crible par l'Union européenne pour son « programme de citoyenneté par investissement ». Mis en place en 2013, ce dispositif offre la possibilité d'obtenir un passeport et partant de voyager sans visa dans toute l'Union européenne en échange d'un investissement minimum de 2 millions d'euros (2,2 millions de dollars). Ce programme de « passeports dorés » aurait été exploité pour permettre le blanchiment d'argent par des sociétés offshore et offrir un sanctuaire à des fuyitifs dans l'Union européenne. De fait, une enquête menée par un organe de presse réputé a révélé que la complicité d'éminents hommes politiques chypriotes grecs, qui ont dû démissionner par la suite, avait permis à des criminels condamnés d'obtenir des passeports de l'Union européenne par la voie de ce dispositif. À ce propos, la Commission européenne a publié le 13 octobre 2020 une déclaration dans laquelle on peut lire qu'elle « avait regardé avec incrédulité la façon dont des hauts fonctionnaires échangeaient la citoyenneté européenne contre un gain financier, que la Présidente Ursula von der Leyen avait déclaré que les valeurs européennes n'étaient pas à vendre et que la Commission examinait actuellement la conformité du programme avec le droit communautaire en vue d'une éventuelle procédure d'infraction ». De fait, le 20 octobre 2020, la Commission européenne a annoncé l'ouverture d'une « procédure d'infraction » (action en justice) contre l'administration chypriote grecque, déclarant que la vente de la citoyenneté « sapait l'essence de la citoyenneté européenne ».

En ce qui concerne les observations faites sur la question de la propriété, il convient de noter que, contrairement à la partie chypriote grecque qui ne prévoit pas de mécanisme de recours utile pour les biens chypriotes turcs situés à Chypre-Sud, la partie chypriote turque reconnaît et respecte le droit de propriété, y compris celui des Chypriotes grecs ayant laissé des biens à Chypre-Nord. Elle a mis en place un mécanisme de recours interne efficace, la Commission des biens immobiliers, qui a été reconnue par la Cour européenne des droits de l'homme, pour régler les demandes des Chypriotes grecs dans le respect des arrêts de la Cour. Au 24 octobre 2023, la Commission avait été saisie de 7 363 demandes, dont 1 423 avaient fait l'objet d'un règlement à l'amiable et 34 avaient donné lieu à une audience. En revanche, les

Chypriotes turcs qui ont été contraints d'abandonner leurs biens à Chypre-Sud ne peuvent toujours pas prétendre à un quelconque recours utile, ni à une indemnisation. En invoquant la loi sur la garde en vigueur à Chypre-Sud, l'administration chypriote grecque empêche la restitution ou l'échange des biens chypriotes turcs, ou le versement d'une indemnisation à leurs propriétaires.

Hélas, l'administration chypriote grecque cherche à exploiter les Chypriotes grecs et les maronites vivant dans la République turque de Chypre-Nord à des fins de propagande politique en les qualifiant d'« enclavés ». Or, les Chypriotes grecs et les maronites qui vivent dans notre pays refusent ce qualificatif eux-mêmes, comme l'ont déclaré des habitants chypriotes grecs de Karpaz lors d'un entretien. En effet, lorsqu'un journaliste a dit qu'il était venu voir les « populations enclavées » de la région, ses interlocuteurs ont répondu « Enclavés ? Nous ne sommes pas enclavés ! » (journal *Politis*, 10 octobre 2017). En outre, les Chypriotes grecs et les maronites qui ont choisi de résider dans notre territoire, en application de l'Accord sur le transfert volontaire de population de 1975, jouissent de tous les droits et libertés accordés à tous les citoyens de la République turque de Chypre-Nord, tels que la liberté de circulation, la liberté de religion, la liberté d'expression ou la liberté d'éducation. Je tiens également à rappeler que, de 1963 à 1974, lorsque les Chypriotes turcs ont été contraints par la partie chypriote grecque à vivre dans des petites poches éparpillées ne représentant que 3 % du territoire de Chypre, c'est le Secrétaire général d'alors, U Thant, qui avait employé le terme « enclavés » pour qualifier leur sort.

En ce qui concerne la question de la zone clôturée de Maraş/Varosha, évoquée par la représentante chypriote grecque, il ne faut pas oublier qu'après de nombreuses décennies Maraş est devenue un véritable symbole du statu quo à Chypre, et il est indéniable que le maintien de la situation actuelle n'est dans l'intérêt de personne. Il convient de noter à cet égard que la zone clôturée de Maraş fait partie du territoire de la République turque de Chypre-Nord, où notre gouvernement exerce une compétence et une autorité exclusives. Les travaux menés dans cette zone ainsi que les mesures prévues pour l'avenir sont conformes au droit international et ne portent pas atteinte aux droits de propriété privée. Il s'agit d'un acte humanitaire qui apportera des avantages économiques tant aux Chypriotes turcs qu'aux Chypriotes grecs et offrira une zone exceptionnelle où les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs mais aussi les ressortissants étrangers pourront travailler ensemble dans un intérêt mutuel. Un tel exemple de relation de coopération sera également propice aux efforts visant à trouver un règlement librement négocié et mutuellement acceptable dans l'île.

En ce qui concerne les déclarations faites au sujet des personnes disparues, je tiens à réaffirmer que la partie chypriote turque fait tout son possible, face à cette question humanitaire qui touche tant les Chypriotes turcs que les Chypriotes grecs, pour concourir aux travaux du Comité des personnes disparues à Chypre afin de lui permettre d'accomplir son mandat. La position de la partie chypriote turque est guidée par des raisons humanitaires, tandis que la partie chypriote grecque a malheureusement pour seul objectif de politiser cette question humanitaire en la portant devant des instances internationales, dont l'Organisation des Nations Unies, plutôt que de prendre une part active aux travaux du Comité.

Pour faciliter les travaux du Comité des personnes disparues à Chypre, la partie chypriote turque a créé en 2016 un comité des archives composé de militaires, de policiers et d'experts du Ministère de la santé et des Archives nationales ainsi que de responsables d'autres services de l'État, pour passer en revue les archives concernées, afin de donner au Comité les informations qu'il a demandées, concernant le lieu où pourraient se trouver les personnes disparues. Dans ce cadre, le bureau du membre chypriote turc du Comité a eu accès à des photographies aériennes datant de 1974. La partie chypriote turque a également créé un service d'enquête relevant de la

présidence de la République turque de Chypre-Nord, qui est chargé d'examiner toutes les archives concernées afin de recueillir les informations demandées par le Comité concernant le lieu où pourraient se trouver les personnes disparues. Elle a en outre créé un service des personnes disparues, qui mène des enquêtes criminelles sur les affaires concernant des Chypriotes grecs disparus qui ont été identifiés, sous la supervision du Bureau du Procureur général de la République turque de Chypre-Nord, entité constitutionnellement indépendante. En outre, lorsque des preuves de l'existence d'éventuels lieux de sépulture sont mises au jour, la partie chypriote turque autorise le Comité à accéder à tout secteur de la République turque de Chypre-Nord où il aurait besoin de se rendre pour exécuter son plan de travail, même s'il faut pour cela interrompre la construction d'un axe routier ou donner accès à certaines zones militaires. Jusqu'à présent, 87 lieux de sépulture présumés dans des zones militaires de Chypre-Nord ont été fouillés (contre 2 à Chypre-Sud) ; en 2023, l'accès à 10 lieux de sépulture éventuels supplémentaires a été autorisé, où les fouilles sont effectuées en suivant le programme de fouilles du Comité. Il convient de noter que la République turque de Chypre-Nord et la Türkiye continuent d'aider le Comité sur le plan financier.

Occupée à répandre des informations mensongères sur la partie chypriote turque et la Türkiye, la partie chypriote grecque n'a pas encore répondu au Comité des personnes disparues à Chypre, qui lui a demandé s'il pouvait consulter ses rapports militaires ou de police, ses registres, ses dossiers médicaux ou tout autre document pouvant comprendre des informations sur d'éventuels lieux de sépulture ou sur la dépouille de personnes disparues. Aucune des enquêtes criminelles menées sur la mort de Chypriotes turcs portés disparus n'a permis d'identifier les auteurs de ces crimes ni de poursuivre les personnes identifiées. En outre, à ce jour, la partie chypriote grecque n'a pas rendu la pareille et ne facilite toujours pas l'accès à toutes les zones militaires ni aux archives de la police chypriote grecque, qui a directement participé aux atrocités de masse commises contre les Chypriotes turcs, en particulier en 1963 et 1964.

En ce qui concerne les allégations relatives au patrimoine culturel et religieux dans la République turque de Chypre-Nord, je voudrais souligner que, malgré ses maigres ressources, la partie chypriote turque protège et préserve le patrimoine culturel et religieux de l'île qui émane des cultures et civilisations diverses et riches qui l'ont peuplée tout au long de l'histoire. Outre l'action qu'elle mène aux fins de la protection et de la préservation du patrimoine culturel sur son territoire, quelle que soit son origine, la partie chypriote turque s'est mobilisée activement en faveur de cette question et a participé de façon constructive aux travaux du Comité technique du patrimoine culturel, qui constitue un exemple remarquable de ce que la coopération des deux parties peut accomplir pour le bien des deux peuples.

Fait paradoxal, les représentants chypriotes grecs ferment les yeux sur la situation catastrophique du patrimoine culturel turco-islamique à Chypre-Sud. Depuis 1963, l'administration chypriote grecque s'emploie à faire disparaître toute trace de l'héritage turco-islamique de Chypre. De 1963 à 1974, la partie chypriote grecque a détruit des mosquées, sanctuaires et autres lieux saints dans des villages turcs sur toute l'île. D'après des études de terrain menées par nos experts et des informations recueillies auprès de Chypriotes turcs en visite à Chypre-Sud, sur les 130 et quelques mosquées qui s'y trouvent, la majorité sont dans un état de délabrement extrême. En outre, tout le patrimoine culturel mobilier qui se trouvait à l'intérieur de ces monuments, à savoir des centaines de manuscrits du Coran, des tapis de prière, des pupitres de lecture et des éléments d'iconographie musulmane, a été détruit ou pillé.

En ce qui concerne les observations faites par la représentante chypriote grecque sur la question de Chypre, il convient de noter que quelque 60 années de négociations

selon le même cadre et les mêmes paramètres dépassés n'ont fait que perpétuer le statu quo inacceptable et intenable sur l'île : la partie chypriote grecque est traitée en « gouvernement légitime de l'ensemble de l'île » et la partie chypriote turque en simple « communauté ». C'est pourquoi la partie chypriote turque ne consent plus à un accord fondé sur une « fédération bizonale et bicommunautaire ». Comme on le sait, la partie chypriote grecque n'adhère que du bout des lèvres à ce cadre qui a échoué, comme en témoigne son attitude intransigeante au cours des processus de négociation antérieurs, dont le plan Annan en 2004 et la Conférence de Chypre qui s'est tenue à Crans-Montana (Suisse) en 2017. Je tiens à réaffirmer une fois de plus que notre État est prêt à s'engager dans des négociations officielles pour établir une relation de coopération structurée avec la partie chypriote grecque, une fois que nos droits inhérents à l'égalité souveraine et à l'égalité de statut international auront été reconnus.

Il s'ensuit dans ce contexte que les propos trompeurs tenus par la représentante chypriote grecque ne sont pas étayés par des faits juridiques et historiques relatifs à l'île. Aussi, au lieu de lancer des accusations infondées qui ne font que susciter la méfiance et l'hostilité entre les deux peuples de l'île, la partie chypriote grecque devrait véritablement s'attacher à instaurer un climat propice à la coopération entre les deux parties, comme vous l'avez également demandé dans votre rapport du 5 juillet 2023 ([S/2023/497](#)).

Je saisis cette occasion pour rappeler à l'administration chypriote grecque que son homologue est – depuis toujours – la partie chypriote turque, et non la Türkiye.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 40 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République turque de Chypre-Nord  
(Signé) Mehmet **Dâna**

---